



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
Sites de la société Entrepôts Pétroliers Provençaux et
de la société du Pipeline Méditerranée – Rhône (SPMR)
commune de LE PONTET (84 130)**

**LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le Code de l'environnement notamment ses articles L.110-1, L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L.515-29, R.515-70 à 72, R.515-77 et R.515-78 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 09 août 1977 portant autorisation d'exploiter le site « SPMR » ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 juin 1994 portant autorisation d'exploiter le site « EPP VENTOUX » pour des activités de réception, stockage et de distribution de produits pétroliers ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 08 février 2006 prescrivant des mesures d'urgence pour une évaluation rapide des conséquences de l'incident (fuite d'émulseur) sur la qualité des sols et de la nappe phréatique ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 07 avril 2006 prescrivant une modification du suivi de la qualité des eaux souterraines et une reconduction d'un an des restrictions d'usage de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 mars 2007 modifiant les conditions de confinement, de traitement et de suivi d'une pollution accidentelle des eaux souterraines par la société Entrepôts Pétroliers Provençaux sur la commune de Le Pontet (84130), et portant restriction d'usage de l'eau ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 modifiant les conditions de confinement, de traitement et de suivi d'une pollution accidentelle des eaux souterraines par la

société Entrepôts Pétroliers Provençaux sur la commune de Le Pontet (84130), et portant restriction d'usage de l'eau ;

- VU** l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2017 encadrant la cessation d'activité du site « EPP VENTOUX » de la société Entrepôts Pétroliers Provençaux situé sur le territoire de la commune de Le Pontet (84130) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2017 encadrant la cessation d'activité du terminal de la société SPRM situé sur la commune de Le Pontet (84130) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 08 août 2017 modifié par arrêté complémentaire du 24 novembre 2017, portant instauration de servitudes d'utilité publique (ancien site « Rhône » des Entrepôts Pétroliers Provençaux) sur le territoire de la commune de Le Pontet (84130) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2024 portant instauration de servitudes d'utilité publique (ancien site « Ventoux » des Entrepôts Pétroliers Provençaux et SPMR) sur le territoire de la commune de Le Pontet (84130) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués du 09 avril 2017 ;
- VU** le rapport AECOM référencé AIX-RAP-20- 12247B du 27 avril 2023 ;
- VU** le rapport AECOM référencé AIX-RAP-23-13518A du 27 avril 2023 ;
- VU** le rapport AECOM référencé AIX-RAP-24-14315B du 11 février 2025 ;
- VU** les courriers du 27 avril 2023 et du 19 février 2025 de la société Entrepôts Pétroliers Provençaux accompagnant les rapports susmentionnés et sollicitant l'arrêt des surveillances des eaux souterraines ;
- VU** l'avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS) PACA du 13 mai 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 16 mai 2025 ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de la société Entrepôts Pétroliers Provençaux par courrier du 22 mai 2025 ;
- VU** le courrier en date du 05 juin 2025 de la société Entrepôts Pétroliers Provençaux ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées par la société Entrepôts Pétroliers Provençaux et la Société du Pipeline Méditerranée-Rhône (SPMR) sont à l'origine des pollutions constatées sur le site cadastré BB n°33 ;

CONSIDÉRANT que le site a fait l'objet de mesures de gestion dont excavation et enlèvement des terres polluées au droit des zones impactées ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes des différentes campagnes de travaux et d'investigations réalisées sur le site, celui-ci a été remis en état pour un usage de type industriel / commercial ;

CONSIDÉRANT que les bilans quadriennaux fournis en appui de la demande d'arrêt de la surveillance des eaux souterraines mettent en évidence une forte atténuation en polluants depuis 2020 et une stabilité des concentrations résiduelles mesurées dans la nappe ;

CONSIDÉRANT que les concentrations mesurées en hydrocarbures et tensio-actifs ne nécessitent pas d'actualiser les études sanitaires réalisées lors de la cessation définitive d'activité ;

CONSIDÉRANT que les concentrations mesurées en PFOS restent supérieures à la valeur de 0,1 microgramme par litre ;

CONSIDÉRANT l'avis défavorable de l'Agence Régionale de Santé (ARS) PACA sur l'arrêt du suivi de la pollution résiduelle en PFOS ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

L'arrêté préfectoral du 13 mars 2007 modifiant les conditions de confinement, de traitement et de suivi d'une pollution accidentelle des eaux souterraines par la société Entrepôts Pétroliers Provençaux sur la commune de Le Pontet (84130), et portant restriction d'usage de l'eau est abrogé.

ARTICLE 2

L'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 modifiant les conditions de confinement, de traitement et de suivi d'une pollution accidentelle des eaux souterraines par la société Entrepôts Pétroliers Provençaux sur la commune de Le Pontet (84130), et portant restriction d'usage de l'eau est modifié en son article 2 comme suit :

« La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'un suivi conformément au dispositif suivant :

Fréquence	Paramètre	Lieux	Points
3 mois	PFOS	EPP Ventoux	Cpz10 ; P3, RG1, puits Ventoux
		Zone intermédiaire	Pz12 ; Pz13;Pz14
		EPP Rhône	Pz1b ; Pz3 ; Pz5

L'emplacement et le nombre des points de suivi peuvent être modifiés sur demande motivée de l'exploitant et adressée au préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées et après accord obtenu.

Les rapports de mesure et le bilan actualisé de la pollution résiduelle en PFOS sont transmis annuellement au préfet de Vaucluse et à l'inspection des installations classées ».

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2017 encadrant la cessation d'activité du site « VENTOUX » de la société Entrepôts Pétroliers Provençaux situé sur le territoire de la commune de Le Pontet (84130) sont abrogées.

ARTICLE 4

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 04 janvier 2017 encadrant la cessation d'activité du terminal de la Société du Pipeline Méditerranée-Rhône (SPMR) situé sur le territoire de la commune de Le Pontet (84130) sont abrogées.

ARTICLE 5

La société Entrepôts Pétroliers Provençaux procède, à ses frais, au bouchage des piézomètres de suivi des paramètres HCT et TAA.

Ces opérations sont réalisées conformément aux normes en vigueur en matière d'abandon d'ouvrage.

À l'issue de toute opération de bouchage d'un ouvrage de suivi, un rapport de fin de travaux est remis à l'autorité préfectorale et à l'inspection des installations classées.

Ce rapport précise les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués.

ARTICLE 6

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L.171-11, L.181-17, L.514-6, R.181-50 et R.181-51 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 7

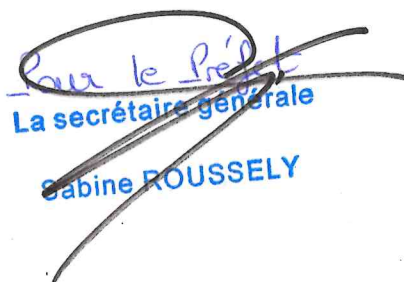
En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. *Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;*
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois ;
- Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département de Vaucluse.

ARTICLE 6

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Le Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 25 JUIN 2025


La secrétaire générale
Sabine ROUSSELY

Annexe : localisation des ouvrages de suivi

